Leçons de la crise islandaise : Laisser les banques faire faillite

07/11/2011 à 21h18

Le spectaculaire rétablissement économique de l'Islande, au bord de la banqueroute il y a trois ans, enseigne qu'un gouvernement doit laisser les banques faire faillite plutôt que de s'attaquer au contribuable, relèvent des analystes.

L'île de l'Atlantique nord a vu ses trois plus grandes banques s'effondrer à l'automne 2008 dans le sillage de la crise mondiale et de la faillite du géant financier américain Lehman Brothers.

> ***Les banques sont devenues insolvables en quelques semaines et Reykjavik n'a pas eu d'autre choix que de les laisser faire faillite et de demander une aide de 2,25 milliards de dollars au Fonds monétaire international (FMI).***

Les actifs du secteur bancaire islandais étaient onze fois plus élevés que le produit intérieur brut (PIB) du pays.

Laisser couler

Après trois années de sévères mesures d'austérité, l'économie du pays montre aujourd'hui des signes de bonne santé.

"*L'enseignement qui peut être tiré de la sortie de crise par l'Islande est qu'il est important de faire supporter le moins possible le coût de la crise financière par le contribuable et par les finances du gouvernement,*" explique l'analyste Jon Bjarki Bentsson, de la banque Islandsbanki.

Le prix Nobel d'économie américain Paul Krugman partage son avis. "*Là où tous les autres ont renfloué les banques et laissé les citoyens en payer le prix, l'Islande a laissé les banques aller à la faillite et a, en fait, augmenté son filet de protection social,*" a-t-il récemment écrit dans le "New York Times".

Signes de bonne santé

L'ancien Premier ministre islandais Geir Haarde, au pouvoir en 2008, poursuivi actuellement par une Cour spéciale pour sa gestion de la crise, est convaincu que son gouvernement a bien réagi en laissant les banques aller à la faillite. "*Nous avons sauvé le pays de la banqueroute,*" avait-il affirmé en juillet à l'AFP.

Trois ans après la crise, l'Islande se porte plutôt bien. Pour la première moitié de 2011, elle a enregistré une croissance de 2,5% et table sur 3% pour l'ensemble de l'année.

Romandie

(Merci à aquitania)